

## Déclaration liminaire sur l'augmentation des frais de scolarité des élèves du LFB

Les représentant·es de tous les personnels du Lycée Français de Barcelone tenons à exprimer notre malaise face à l'idée d'augmenter les frais de scolarité aux familles de nos élèves.

Nous revendiquons en effet fermement notre attachement au fait d'être un opérateur public, et croyons dans ce cadre à une école inclusive, y compris socialement, c'est-à-dire gratuite, ou dans notre cas la moins chère possible. L'augmentation des frais de scolarité du Lycée Français de Barcelone nous pose donc un problème éthique, et ce d'autant plus que jamais il n'y a eu aussi peu de bourses accordées à Barcelone qu'en 2022, et est clairement contraire non seulement à nos valeurs personnelles, mais également à celles que nous souhaitons et devons défendre professionnellement.

Nous ne pouvons cependant bien sûr pas faire fi du contexte : celui d'une inflation particulièrement importante qui a des répercussions évidentes sur les coûts de fonctionnement du LFB, et une répercussion sur le coût de la vie qui met en difficulté les personnels du lycée, dont les salaires, qui n'ont pas évolué pendant 6 des 10 dernières années dans le cas des PDL, doivent donc être revalorisés.

Mais nous tenons à clarifier un point, particulièrement à l'adresse des parents d'élèves : si la seule solution proposée et, à vraie dire, possible localement pour faire face aux conséquences de cette inflation est une augmentation des frais de scolarité, c'est là le résultat d'un choix politique réalisé par les ministères français. Et il aurait pu en être tout autrement si le budget de l'AEFE avait été augmenté, si une part toujours plus grande du budget de l'AEFE n'était pas utilisée au profit d'établissements privés et concurrents, si le nombre de fonctionnaires détachés ne faisait pas que de diminuer pour les remplacer par des contrats locaux dont les salaires dépendent intégralement du LFB, etc.

Autrement dit : l'augmentation des frais de scolarité est le résultat direct, et que nous annonçons de longue date lors des précédentes mobilisations, du désengagement de l'État et de la privatisation en cours du réseau AEFE.

Nous voici ainsi dans une situation cornélienne où nous refusons et la tendance à la privatisation, et celle à l'élitisation des lycées français de l'étranger.

C'est pourquoi, face à un choix impossible, nous appelons les acteurs et actrices de la communauté éducative dans leur ensemble, et les parents d'élèves en particulier, à soutenir et participer à la défense du réseau AEFE en tant qu'opérateur public : nos intérêts sont les mêmes, et nous nous voyons donc contraint·es de nous abstenir lors du vote sur l'augmentation des frais de scolarité pour l'année scolaire 2023-2024.

